



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACHETEUR

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Réalisation de formations et de tutoriels à l'utilisation de VISIOCaptures

(outil de télédéclaration des captures de pêche professionnelle des navires français)

Procédure établie conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Procédure de consultation utilisée :

Consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert L.2120-1-3°, L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1. Objet du marché	4
Article 2. Identification des parties contractantes.....	4
Article 3 : Relation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché :	4
Article 4. Procédure et forme du marché	5
Article 5. Documents contractuels	5
Article 6. Durée du marché	6
Article 7. Lieu d'exécution des prestations	6
Article 8. Modalités d'exécution des commandes	6
Article 9. Obligations des parties.....	7
9.1. Obligations du pouvoir adjudicateur.....	7
9.2. Obligations du titulaire.....	7
9.2.1 Co-traitance	7
9.2.2 Sous-traitance	7
9.2.3 Respect de la réglementation.....	8
9.2.4 Autres obligations générales	8
Article 10. Prix	8
10.1. Nature des prix.....	8
10.2. Contenu des prix	9
10.3. Révision des prix.....	9
Article 11. Clause de sécurité et de confidentialité.....	10
Article 12. Propriété intellectuelle	12
12.1. Définition des résultats	12
12.2. Régime des connaissances antérieures	13
12.3. Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standard	14
Article 13 Modalités de règlement.....	20
13.1. Avances	20
13.2. Echancier de paiement	21
13.3 Facturation	21
13.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance	22
13.4. Délai de paiement	22
Article 14. Assurances	23
Article 15 Pénalités	23
15.1. Catégories de Pénalités.....	23
Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant.	24
Article 16. Clause de réexamen	25

Article 17. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	25
Article 18. Résiliation.....	25
18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	25
18.2. Résiliation pour événements extérieurs au marché	26
18.3. Résiliation pour événements liés au marché	26
18.4. Résiliation pour faute.....	26
Article 19 : Cessions.....	27
19.1 Cession ou nantissement de créances.....	27
19.2 Cession du marché	27
Article 20 : Litiges et attribution de juridiction	28
Article 21 : Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité	28
Ce document est porté à votre connaissance en annexe 2 au présent CCAP.....	28
Annexe 1 : RGPD Clauses relatives aux données protégées	29
Annexe 2 : charte de déontologie des achats de FranceAgriMer	

Article 1. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de formations et de tutoriels à l'utilisation de l'outil VISIOCaptures (outil de télédéclaration des captures de pêche professionnelle des navires français).

Article 2. Identification des parties contractantes

1. **Le pouvoir adjudicateur** : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, dont le siège est situé 12 rue Henri Rol-Tanguy – 93555 MONTREUIL, représenté par son Directeur général.

Le pouvoir adjudicateur désignera nommément au moment de la notification du marché le ou les correspondants qui auront en charge les relations avec le titulaire du marché.

2. **Le prestataire de services** qui aura conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur dénommé «titulaire» ou «prestataire» dans le présent document ; il désignera un responsable de prestation qui sera l'interlocuteur principal du ou des correspondants désignés par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 3 : Relation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché :

Le pouvoir adjudicateur fait connaître au titulaire la ou les personnes physiques, qui seront les représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire devra désigner les personnes physiques qui seront les interlocuteurs principaux du pouvoir adjudicateur.

Toutes notifications d'une décision ou communications en lien avec l'exécution administrative du marché seront adressées au titulaire par FranceAgriMer.

La «notification» est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisés). En tout état de cause le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date d'envoi de la décision ou de l'information.

Article 4. Procédure et forme du marché

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert conformément à l'article L. 2124-2, R. 2124-2 du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Le marché n'est pas alloti, les prestations formant un tout indissociable.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bon de commande. Il est exécuté par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre qui ne prévoit pas de minimum, en application du 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, dans la mesure où le besoin sera fonction des charges de travail constatées en cours d'exécution du présent accord-cadre.

Il prévoit un maximum de 2 000 000 € HT pour la durée totale du marché (4 ans).

Article 5. Documents contractuels

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé et son bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- la proposition technique du candidat.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-dessus.

L'exemplaire des pièces susvisées conservé par le pouvoir adjudicateur fera foi en cas de litige.

Article 6. Durée du marché

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Il est conclu pour une durée ferme de 48 mois.

Article 7. Lieu d'exécution des prestations

Formations :

Les formations seront réalisées, de préférence en présentiel, si possible, dans les locaux des Délégations de la Mer et du Littoral (DML) en métropole et en DROM (voir annexe 3 du CCTP).

Réalisation de tutoriels et vidéos :

La réalisation des tutoriels et des vidéos se fera dans les locaux du titulaire.

Assistance post formation:

L'assistance aux professionnels usagers de l'application ayant été formés s'effectue uniquement en distanciel.

Article 8. Modalités d'exécution des commandes

Dans les meilleurs délais, le service marché études et prospectives de FranceAgriMer transmet au titulaire la liste des personnes ayant qualité pour suivre l'exécution du marché au sein de FranceAgriMer.

Toute modification de cette liste en cours d'exécution de l'accord-cadre est notifiée au titulaire du marché dans les meilleurs délais.

Le service marché études et prospectives de FranceAgriMer émettra les bons de commande, sauf changement d'organisation.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la date de notification de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne peut être émis postérieurement à la date de fin de l'accord-cadre. Néanmoins l'exécution d'un bon de commande émis durant la validité du marché peut s'effectuer dans la limite de 4 mois après la fin du marché.

Chaque bon de commande provisionnel émis par le pouvoir adjudicateur comporte au minimum les mentions suivantes :

- l'identification de l'accord-cadre (numéro et objet) ;
- l'identification du titulaire ;
- la date et la référence du bon de commande ;

- le numéro d'engagement juridique à faire porter par le titulaire sur ses factures ;
- la ligne budgétaire associée au marché : 22009
- le montant total HT et TTC de la commande.

Concernant les dates et les lieux de formation, le titulaire organise les sessions de formation sous les 15 jours après la commande de FranceAgriMer ou à défaut en concertation avec FranceAgriMer. Dans certains cas exceptionnels, le titulaire devra s'organiser sur demande explicite de FranceAgriMer.

Article 9. Obligations des parties

9.1. Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur fournira au titulaire, pour la réalisation des missions qui lui sont confiées, toutes les informations et documents qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à permettre la réalisation des prestations dans les meilleures conditions.

9.2. Obligations du titulaire

9.2.1 Co-traitance

Les règles relatives à la co-traitance sont fixées par les articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

9.2.2 Sous-traitance

Les règles relatives au recours à la sous-traitance sont fixées par le code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter – partiellement – l'exécution des prestations du présent accord-cadre qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Après le dépôt de l'offre, le dossier du sous-traitant doit être remis au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable de l'exécution des prestations sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont considérées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

9.2.3 Respect de la réglementation

Le titulaire doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France.

Par ailleurs, le titulaire établi hors de France devra remettre à FranceAgriMer avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés si tel est son cas les documents prévus à l'article R1263-12 du code du travail. A défaut de remise spontanée de ces documents ou de la communication d'un lien permettant leur téléchargement à titre gratuit, le titulaire sera mis en demeure de s'exécuter dans un délai maximum de 30 jours.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle informe le pouvoir adjudicateur de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le titulaire de faire cesser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités.

9.2.4 Autres obligations générales

Le titulaire devra prendre les mesures qui s'imposent pour une exécution normale et parfaite au sens habituel des règles de l'art propres aux prestations qui lui sont confiées et conformément aux dispositions du présent cahier des clauses particulières.

A ce titre, il doit notamment exécuter les prestations avec la diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type de marché et à consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés.

Le titulaire étant tenu à une obligation de résultats, il devra tout mettre en œuvre (personnel nécessaire, nombre suffisant de réunions avec le comité de pilotage) pour réaliser les prestations à sa charge dans le cadre du présent marché.

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

Article 10. Prix

10.1. Nature des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix proposé est unitaire et est fixé dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Issu de la proposition du prestataire, le prix est unitaire et révisable selon les dispositions fixées ci-après à l'article 10.3.

10.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services faisant l'objet du marché et tous les frais notamment :

- l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire,
- des frais de coordination dans le cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leur défaillance,
- les marges pour risques notamment celles à l'évolution du taux change et des marges pour bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant mais également tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres,

De façon générale, les prix doivent comprendre l'ensemble des frais y afférents (notamment les frais de déplacement, frais de communications téléphoniques, internet, frais de reproduction, de corrections...) de même que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Ces prix incluent également les frais d'hébergement, de restauration et de déplacement. Le titulaire est encouragé à mutualiser les formations pour minimiser les coûts de gestion.

Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix HT. En cas de prestataire étranger de la zone intracommunautaire, le prix proposé n'est pas libellé en TTC et ne fait pas apparaître la TVA dans la mesure où il revient à FranceAgriMer d'auto-liquider directement le montant de la TVA correspondant selon le taux en vigueur en France.

10.3. Révision des prix

Les prix sont révisables à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

La révision s'effectue comme suit :

$$P_r = P_0 \times \left(\frac{I_m}{I_0} \right)$$

P_r : Prix révisé

P_0 : Prix initial de l'accord-cadre

I_m : Valeur de l'indice INSEE connu lors de la révision de prix

I_0 : Valeur de l'indice INSEE du mois de remise des offres (mois M_0)

Indice INSEE retenu :

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 | Insee – Identifiant 001565192

Lorsqu'un indice n'est plus publié par l'INSEE (indice supprimé, arrêté, remplacé, rebasé, etc... plusieurs cas de figure se présentent :

- il est explicitement indiqué l'indice de remplacement, et le coefficient de raccordement : il suffit alors d'appliquer les consignes ;
- il est explicitement indiqué un indice de remplacement mais n'indique pas de coefficient de raccordement : il conviendra de le calculer soi-même ;
- il n'est indiqué aucun indice de remplacement : il conviendra de déterminer d'un commun accord avec le titulaire la modification adéquate de la formule de révision.

Article 11. Clause de sécurité et de confidentialité

En matière de sécurité des systèmes d'information, FranceAgriMer est sous une contrainte réglementaire. L'établissement a fondé sa Politique de sécurité des systèmes d'information sur la base du référentiel normatif ISO 27002 : 2005 (Guide de bonnes pratiques en matière de SSI). Le document définissant la Politique SSI de l'établissement sera remis au titulaire du marché à l'issue de la notification du marché.

Le Responsable de la Sécurité des Système d'Information (RSSI) de l'établissement est en charge de sa mise en application.

Au titre du marché, le titulaire s'engage à réaliser sa prestation conformément aux exigences de sécurité qui découlent de la PSSI de FranceAgriMer, des PTS (Politique Technique de sécurité) de FranceAgriMer et de la norme ISO 27002 : 2005.

Chaque personnel du titulaire exécutant la prestation devra faire acte d'accusé réception individuellement de la PSSI, de la Charte d'utilisation des ressources informatiques et des moyens de télécommunication. Ces documents lui seront adressés individuellement via un mail par le service SSI du pouvoir adjudicateur.

Les supports informatiques et documents fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire restent la propriété du pouvoir adjudicateur. Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

L'annexe 1 au présent document relative aux données protégées présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Le titulaire du marché s'engage à mettre à disposition de FranceAgriMer – ou à tout intervenant mandaté par lui – l'ensemble des éléments permettant les opérations d'audits.

Le titulaire s'engage, dans ce cadre, à faire diligence et ne saurait, sans exception dûment motivée, différer la mise à disposition des éléments nécessaires aux opérations d'audit, au-delà de 3 jours ouvrés. Le titulaire doit laisser libre accès à l'ensemble de ses productions et, en général, faciliter les tâches de l'auditeur.

Les conclusions de l'audit sont communiquées au titulaire.

Si un rapport d'audit fait apparaître quelque manquement et/ou non-conformité que ce soit aux obligations du titulaire à tout ou partie des documents applicables au marché, le titulaire met en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai convenu avec FranceAgriMer à compter de la notification des insuffisances par FranceAgriMer et aux seuls frais du titulaire.

Le titulaire doit faire preuve de discrétion professionnelle et respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation. A ce titre, il s'engage à prendre toutes mesures nécessaires afin que ne soient pas divulguées à un tiers, qui n'a pas à en connaître pour l'exécution du marché, les informations, documents ou éléments dont il a connaissance au cours de l'exécution des prestations du marché.

Dans l'éventualité où le Titulaire constaterait ou suspecterait un incident de sécurité affectant l'un des centres de service où les prestations sont réalisées pour FranceAgriMer, il est tenu d'en informer sans délai le service de sécurité des systèmes d'information

En cas de non-respect de ces obligations, il sera fait application de la clause de résiliation pour faute du titulaire prévue à l'article 18.4.

Article 12. Propriété intellectuelle

12.1. Définition des résultats

Au sens du présent article :

Les **résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, tels que, notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentations), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liées directement à l'objet du présent accord-cadre.

Les «**connaissances antérieures**» désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment de l'accord-cadre, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

12.2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion de l'accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du présent accord-cadre est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans l'accord-cadre.

12.3. Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standard

Connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, de tiers et de l'acheteur.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'acheteur sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf stipulations contraires dans l'accord-cadre ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans l'accord-cadre, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents de l'accord-cadre.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix de l'accord-cadre. Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Connaissances antérieures standards.

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution de l'accord-cadre d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur.

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

12.4. Régime des résultats

Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans l'accord-cadre.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit :

- de publier et d'utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- d'évaluer ou de faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- de pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- de permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- d'assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

Droits de l'acheteur

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au présent accord-cadre. Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables à l'accord-cadre.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats (cf. ci-après 'droits du titulaire').

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

- les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
- les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés ci-avant à la première énumération.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés ci-avant à la première énumération tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant de l'accord-cadre.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord-cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent accord-cadre, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, pour les mêmes droits que ceux prévus ci-avant, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de ses obligations en la matière.

Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect de ses obligations de confidentialité et du régime de confidentialité des résultats et de l'accord préalable de l'acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution de l'accord-cadre. La publication mentionne que les résultats ont été financés par l'acheteur.

Stipulations communes

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre de l'accord-cadre, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre, tels que :

- les fichiers sources et natifs dans un format ouvert.

Le titulaire ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés. La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché

Le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes de l'accord-cadre sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non. A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations portées au présent article aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations portées ci-avant, ils en informent sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations du présent article, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
 - les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées au présent document et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de l'accord-cadre et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect des obligations de confidentialité fixé au présent document.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

Article 13 Modalités de règlement

13.1. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement signé au moment de l'attribution de l'accord-cadre avec le soumissionnaire retenu, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant de la commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois ; le taux d'avance est de 10 % pour les PME (petites et moyennes entreprises) au sens du code de la commande publique et de 5 % pour les autres entreprises.

Si la durée du bon de commande est inférieure à 12 mois, l'avance est calculée sur le montant TTC du bon de commande. Si la durée du bon de commande est supérieure à 12 mois, l'avance correspond à 5 % ou 10 % d'une somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsqu'une partie de l'accord-cadre est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance, dans les mêmes conditions que le titulaire.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ce délai ne peut excéder 30 jours.

Assiette de l'avance

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du bon de commande diminué le cas échéant du montant des prestations confiées au (x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

Modalités de remboursement de l'avance

Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de celui-ci postérieurement à la notification de l'accord-cadre, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde au titulaire ou au sous-traitant. Il commence lorsque le montant TTC des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Le remboursement doit être terminé avant la fin des prestations du marché.

13.2. Echancier de paiement

Le paiement de la prestation commandée donne lieu à la présentation d'une facture présentée tous les deux mois à terme échu qui reprend toutes les prestations effectuées au cours des deux mois écoulés et à la réception des documents à l'article 2.1 du CCTP (feuilles d'émargement et d'évaluation et synthèse uniquement pour les prestations de formation).

13.3 Facturation

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 et R.2192-3 du code de la commande publique l'obligation de transmettre les factures à destination des établissements publics sous forme électronique s'impose au titulaire.

Ainsi le titulaire doit transmettre sa facture via **Chorus Portail Pro**.

Outre les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, la facture devra comporter les éléments mentionnés à l'article D2192-2 du code de la commande publique et notamment :

- l'identification du marché (objet et numéro communiqué lors de la notification de l'accord-cadre),
- le n° SIRET identifiant de FranceAgriMer (130 006 364 00017),
- le numéro d'engagement juridique et le code service (22009) figurant sur chaque bon de commande émis par FranceAgriMer,
- en cas de regroupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci,
- en cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations exécutées par le sous-traitant.
- toutes annexes détaillées récapitulant le/les type(s) de prestation(s) exécutée(s).

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant le cas échéant selon le taux applicable.

Le paiement des factures s'effectue par virement sur le compte du titulaire suivant les règles de la comptabilité publique et à la réception des documents à l'article 2.1 du CCTP (feuille d'émargement et d'évaluation et uniquement pour les formations)

13.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

Chaque membre d'un groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. La demande de paiement d'un groupement conjoint présentée par le mandataire est décomposée en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Il n'y a pas de lien contractuel entre l'acheteur et le sous-traitant.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le paiement du sous-traitant s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R.2193-10 à R2193.16 du code de la commande publique.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés dans les mêmes conditions que celles prévues par l'accord-cadre.

13.4. Délai de paiement

Les sommes dues aux titulaires sont payées dans le délai global de 30 jours fixé par le décret 2013-269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la facture dans les conditions fixées aux articles 13.2, 13.3, 13.4 du présent CCAP.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Tout dépassement de ce délai global de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel

les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-avant donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

Article 14. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant à l'acheteur qu'à tout tiers dans l'exécution du présent accord-cadre

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent accord-cadre, une attestation d'assurance en cours couvrant la hauteur de l'accord-cadre qui lui a été attribué.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, de produire cette attestation sur demande de l'acheteur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 15 Pénalités

15.1. Catégories de Pénalités

Pénalité en cas de dépassement d'un délai de 15 jours ouvrés après la réalisation des formations pour la fourniture des feuilles d'émargement des participants, du questionnaire de satisfaction/évaluation complété par les participants et de la synthèse associée élaborée par le titulaire.

Le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par jour de retard.

Pénalité en cas de non-participation à une réunion du comité de pilotage ou du comité de suivi à laquelle le prestataire est convié.

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

Pénalité en cas de retard de dépassement du délai de 15 jours ouvrés pour l'incapacité d'organiser une réunion de formation après commande.

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour supplémentaire de retard.

Pénalité en cas de retard de l'intervenant supérieur à 1/4 heure le jour de la formation.

Le titulaire encourt une pénalité de 30 € HT par 1/4 heure supplémentaire de retard.

Pénalité en cas de non restitution des tutoriels vidéo dans les délais fixés au CCTP ou dans les bons de commande.

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par tutoriel et par jour de retard.

Pénalité en cas de retard dans le délai fixé d'un commun accord entre les parties pour la prise en compte des irrégularités relevées ou des adaptations souhaitées dans les supports des réunions d'informations, de formation, les tutoriels.

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

Pénalité pour non changement de formateur dans le délai d'un mois tel qu'indiqué à l'article 2.1 du CCTP.

Le titulaire encourt une pénalité égale au prix de la session de formation concernée si un mois après la notification de la demande de changement du formateur par FranceAgriMer (dans les conditions de l'article 2.1 du CCTP), le titulaire organise une nouvelle session de formation avec le même formateur.

Pénalité pour non transmission du bilan bimestriel dans les 30 jours

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant.

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de faire agréer ses sous-traitants par le pouvoir adjudicateur. Dans le cadre du présent accord-cadre, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Pénalités pour non transmission du compte rendu du Comité de pilotage et du Comité de suivi sous 1 mois

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour de retard pour chacun des documents.

Article 16. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être envisagées en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché :

- Modification du règlement contrôle en matière d'obligation de télédéclaration

Article 17. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution des prestations incombant au titulaire, dans un délai maximum de 8 jours calendaires suivant la date de mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur ou encore en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut décider de recourir à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Le titulaire est cependant tenu de fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 18. Résiliation

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que le pouvoir adjudicateur a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut, en l'absence de toute faute du titulaire, et à tout moment mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation du fait du préjudice qu'il

subit du fait de la décision de résiliation.

A cet effet, il incombe au titulaire de présenter au pouvoir adjudicateur une demande écrite accompagnée de toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation, au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

18.2. Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le pouvoir adjudicateur peut également décider de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité dans le cas de circonstances particulières :

- Le décès ou l'incapacité civile de l'entreprise titulaire. Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Si la résiliation est prononcée, elle prend effet à la date du décès de l'entreprise titulaire ou de son incapacité civile.
- L'incapacité physique manifeste et durable de l'entreprise titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur.
- Le redressement judiciaire. Le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'entreprise titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à compter soit de la date de la décision expresse de l'administrateur de ne pas poursuivre le marché ou à l'expiration du délai de réponse d'un mois dont il dispose pour se prononcer,
- La liquidation judiciaire. Le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du code de commerce.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

18.3. Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes conviendront d'une indemnité.

Dans l'hypothèse où, le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute indemnité.

18.4. Résiliation pour faute

Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique notamment

après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail,

- en cas de refus de produire les éléments prévus à l'article D8254-2 ou à l'article D8254-3 du code du travail,
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du marché,
- interdiction, postérieurement à la signature du marché, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale,
- non-respect par le titulaire des obligations contractuelles prévues au marché,
- non-respect de la clause de confidentialité,
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance,
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché,
- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 18.2, ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels,

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 19 : Cessions

19.1 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-58 du code de la commande publique.

La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code précité et le comptable chargé du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

19.2 Cession du marché

Par cession du marché, on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties

professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent marché à l'appui de leur dossier de candidature.

Le pouvoir adjudicateur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du pouvoir adjudicateur.

Article 20 : Litiges et attribution de juridiction

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

Article 21 : Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 2 au présent CCAP.

Annexe 1 : RGPD Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, représenté par sa Directrice générale,

Ci-après désigné « l'acheteur » ou le « pouvoir adjudicateur »

Et, d'autre part, le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant» ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte du pouvoir adjudicateur ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du pouvoir adjudicateur, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans le cadre du recueil d'informations, la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.**

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement-

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle).

Les catégories de personnes physiques concernées sont : le personnel de FranceAgriMer, de l'InterApi les participants aux réunions du comité de pilotage, les personnes destinataires des livrables, les personnes interrogées pour la réalisation des prestations du présent marché notamment les opérations de recensement des données

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par le pouvoir adjudicateur, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.

Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

- traiter les données protégées conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
 - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.

- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction du pouvoir adjudicateur, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par le pouvoir adjudicateur relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si le pouvoir adjudicateur lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur.

3. Sous-traitance


Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant fournira au pouvoir adjudicateur l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'accepter ou de refuser cette sous-traitance.

À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de du pouvoir adjudicateur. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur.

4. Exercice des droits des personnes

	Réalisation de formations et de tutoriels à l'utilisation de VISIOCaptures	Code Doc CCAP	Page 31 / 33
---	--	------------------	-----------------

Le sous-traitant doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier au pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par le pouvoir adjudicateur. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées au pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, à l'organisme dont le pouvoir adjudicateur lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du sous-traitant

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.